

6 Société et Culture

Grogne à la SEEG

La direction et le syndicat en pleines négociations

Georges-Maixent
Ntoutoume-Ndong
Libreville/Gabon

LES agents de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) ne sont pas entrés en grève hier. Après avoir reçu une invitation à la discussion émanant des responsables de l'entreprise dimanche dernier, le syndicat, qui a tout de même tenu une assemblée générale, hier comme prévu, est allé à la table des négociations. "Nous avons entamé les négociations dans un climat des plus cordiaux...", a déclaré René M'bengué Malat, le porte-parole du Syndicat national des travailleurs du secteur de l'eau et de l'électricité (Synthee +) à l'issue de l'importante rencontre tenue avec la direction générale de la SEEG au siège de l'entreprise à Libreville.

À l'issue d'une longue réunion de près de 6 heures, où toutes les revendications ont été mises sur la table, les syndicalistes ont dit avoir déjà obtenu gain de cause sur certains points. Une solution est en voie d'être trouvée sur la question du paiement de la prime de résultat. La direction s'est engagée à convoquer un conseil



Une équipe des agents des services techniques de la SEEG qui peut perturber le fonctionnement de l'entreprise s'ils n'obtiennent pas gain de cause.

d'administration; elle a fixé une date. Mais les syndicalistes exigent que cette date soit officialisée car "la direction générale avait pris des engagements qu'elle n'a pas tenus. Là, nous voulons une date officielle avant de nous réjouir d'avoir satisfait ce point". La direction générale s'est également engagée à communiquer sur la taxe de 7 % sur les ordures ménagères. Cette dernière doit être indexée sur les factures d'électricité des

clients. Pour éviter des péripéties aux agents de recouvrement sur le terrain, le syndicat avait exigé une communication ou une sensibilisation à ce sujet pour expliquer aux populations l'origine de cet impôt. Selon les membres du Synthee +, cette question a été résolue.

Parmi les points de blocage figure la situation des retraités de la SEEG. Plusieurs ne sont pas encore payés par la Caisse Nationale de Sécurité So-

ciale (CNSS), alors que leur ancien employeur paie régulièrement ses cotisations. Par solidarité, les syndicalistes ont décidé de soutenir leurs anciens collègues. Pour eux, il est hors de question de suspendre définitivement leur menace de grève si ce point ne trouve pas une solution avantageuse pour leurs aînés. Les discussions se poursuivent jusqu'à mercredi, avant la prochaine assemblée générale prévue pour jeudi.

Réactivation du conseil national de la jeunesse

Franck Nguema à l'écoute de ses hôtes



Le ministre durant son échange avec l'actuel bureau du conseil national de la jeunesse. Photo de droite : Le ministre a reçu en audience hier les présidents sortants et l'actuel président du conseil national de la jeunesse à son cabinet de travail.

H.N.M
Libreville/Gabon

Dans le souci de réactiver le Conseil national de la jeunesse (CNJ), organe régulateur de la politique nationale auprès des jeunes, le ministre des Sports chargé de la jeunesse, Franck Nguema, a reçu hier au sein de son département ministériel, les anciens présidents de cette institution.

AU menu de ce rendez-vous, étudier les pistes pouvant mener à

la revitalisation de l'organisme représentatif des jeunes. Sortis de leurs locaux sis au Bas de Guégué en juillet dernier pour non-paiement d'une enveloppe de 120 millions de FCFA, les anciens locataires de ces bâtiments ont, par la même occasion, été destitués le 22 janvier 2019 par les présidents provinciaux au terme d'une assemblée générale consultative. Ce qui a propulsé la nouvelle équipe, conduite par Freddy Fernández Ona Nguema à la tête de cette institution. Au sortir des échanges,

l'un des anciens présidents du CNJ, Andy Roland Nziengui Nziengui, s'est exprimé sur la crise actuelle. "Nous avons discuté avec le ministre afin de voir dans quelle mesure le CNJ devrait se revitaliser, se redéfinir en tant qu'institution et reprendre son rôle dans le concert des nations. Nous avons également abordé la question des locaux, de sorte à ce que le conseil puisse à nouveau avoir accès ou à défaut, être logé dans un bâtiment détenu par le ministère".

Pour sa part, le président intérimaire Freddy

Fernández Ona Nguema estime qu'il faut désormais regarder vers l'avant. "Nous avons parlé de la restructuration du conseil national de la jeunesse, de son institutionnalisation. Et le ministre nous a donné des orientations, tout en nous faisant part de sa disponibilité. Nous devons, dès à présent, travailler de manière à ce que le CNJ joue pleinement son rôle. Il faut regarder vers l'avant et oublier le passé", a conclu le président.

Piéton

Destruction de bien public



Les pouvoirs publics ont mieux fait de construire des abris bus à travers les rues des trois communes, de Libreville, Owendo et Akanda. Pourtant, ces lieux et biens publics sont sujets à des actes de vandalisme, sinon de destruction par certains citoyens mal intentionnés. Le cas patent est celui du hangar d'Owendo, au lieu-dit station Pétro-Gabon, dont la vitre lumineuse d'une paroi a été brisée expressément par des inconnus. Les pouvoirs publics devraient prendre des dispositions pour retrouver les auteurs et les traduire devant les juridictions compétentes pour répondre de ces actes.

Anarchisme d'installation



Les populations des quartiers sous-intégrés peinent à accéder aux services de dame SEEG. Avec le sempiternel problème d'accès aux points de fourniture d'eau et d'électricité. La société n'a pas prévu un dispositif fiable permettant aux riverains de tirer les câbles de courant et les tuyaux d'eau, des compteurs à leur domicile. D'où l'anarchisme auquel on assiste dans les quartiers non intégrés.

Chaussures à vendre



Ces derniers temps, on voit prospérer dans tous les coins et recoins de Libreville, des points de vente de chaussures. Pendant que certains commerçants font dans l'anarchie totale, les autres préfèrent exposer leur marchandise dans l'ordre, pour éviter d'obstruer le passage des piétons. C'est le cas ici pour ces dames qui vendent sur l'allée qui mène vers le perchoir, à l'échangeur du PK 5. Leurs clients et autres passants apprécient leur discipline.

Par IMM